

TEXTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Pays : Royaume d'Espagne

Comité : Convention européenne citoyenne sur l'agriculture et les produits biologiques

Problématique : Comment l'Union européenne peut-elle développer une politique agricole respectueuse de l'environnement, tout en assurant la viabilité économique des agriculteurs et en répondant aux attentes sanitaires, écologiques et sociales des citoyens ?

L'Espagne est un État membre majeur de l'Union européenne situé au sud du continent, au cœur de la péninsule Ibérique. Monarchie parlementaire dirigée par le roi Felipe VI et par le président du gouvernement Pedro Sánchez, elle occupe une place centrale dans les débats agricoles européens. Premier pays d'Europe en superficie consacrée à l'agriculture biologique avec plus de 2,6 millions d'hectares, l'Espagne joue un rôle stratégique dans l'approvisionnement alimentaire du marché européen.

Cependant, le secteur agricole espagnol est fortement affecté par les conséquences du changement climatique. Les sécheresses répétées, particulièrement marquées depuis 2021, fragilisent les rendements, augmentent les coûts de production et menacent la pérennité des exploitations, notamment les plus petites. La transition vers une agriculture plus durable ne peut donc être pensée sans prendre en compte cette réalité climatique et économique.

La conversion vers l'agriculture biologique représente un engagement exigeant pour les agriculteurs. Elle implique davantage de travail, des investissements importants et, durant les premières années, une baisse possible des revenus. Afin d'assurer la viabilité économique des exploitations, l'Espagne soutient la mise en place d'une aide financière européenne couvrant 100 % des pertes de revenus pendant les trois premières années de conversion. Cette mesure garantirait une transition progressive, sécurisée et équitable.

Par ailleurs, l'Union européenne doit garantir une concurrence loyale. L'Espagne défend un contrôle strict des importations afin que tous les produits commercialisés sur le marché européen respectent les mêmes standards sanitaires et environnementaux. Tout produit dépassant le seuil de 0,01 mg/kg de substances chimiques interdites devrait perdre son label et faire l'objet d'une sanction financière adaptée. Il est essentiel que les efforts demandés aux producteurs européens ne soient pas contournés par des importations moins

exigeantes.

Enfin, l'Espagne propose de renforcer l'innovation et la valorisation des bonnes pratiques. Le développement de l'irrigation de précision, permettant d'économiser jusqu'à 40 % d'eau, constitue un levier majeur face à la raréfaction des ressources hydriques. L'ajout d'une mention « Eau préservée » au label biologique européen permettrait de reconnaître et de récompenser les producteurs engagés. L'Espagne affirme ainsi sa volonté de construire une politique agricole européenne durable, économiquement viable et alignée avec les attentes environnementales et sociales des citoyens.